



Membre Fondateur

- De la Fédération Internationale des journalistes
- De l'Union Syndicale Solidaires

Affaires et politiques Haro sur les journalistes !

De Paris jusqu'à Vesoul (où Alain Joyandet vilipende les journalistes de France 3), c'est une véritable chasse aux journalistes qui a été lancée par quelques-uns des plus hauts responsables du gouvernement et de la majorité au pouvoir en France.

Après les révélations des journalistes de Médiapart, du Canard Enchaîné et de la presse en général sur l'utilisation des fonds publics et les multiples affaires Woerth/Bettencourt, les journalistes semblent bien devenus les "nuisibles" à abattre.

Plus les questions posées aux différents acteurs de ces mauvais feuillets reçoivent des réponses dilatoires, voire pas de réponse du tout, plus les informations se multiplient. Et à leur tour, elles ne reçoivent guère de réponses convaincantes.

Ainsi les multiples dossiers Woerth/Bettencourt/Banier se transforment en affaire d'État.

Dans ce qui ressemble bien à un ouragan de panique politique, après le traitement par l'arrogance et le mépris, une seule obsession désormais pour la classe au pouvoir : faire cesser les "nuisances".

Pour les protagonistes, il convient donc de discréditer les journalistes et les faire taire.

Les accusations telles que : "Une certaine presse des années 1930", "Un site qui utilise des méthodes fascistes", "Calomnies, mensonges amalgames et désinformation", tombent sous le coup des lois de notre pays.

Les journalistes, dont la mission est d'informer les citoyens et de "porter le fer dans la plaie" si nécessaire, ont mis en lumière que des délits et crimes tels que fraude fiscale, blanchiment d'argent, trafic d'influences, prises illégales d'intérêt, entrave à la justice, corruption, étaient potentiellement inscrits dans ces dossiers.

Les outrances des propos, les insultes, les menaces et leurs convergences contre les journalistes montrent assez la conception obsolète et dégradée que les politiques ont du rôle des médias : des chiens en laisse !

Et voici qu'on veut leur tresser une muselière puisqu'une députée UMP propose ce jeudi une résolution pour empêcher "une certaine conception de la presse" de devenir "la règle". Son texte entend préciser "l'équilibre entre liberté de la presse, droit d'informer, droit au respect de la vie privée et respect des informations couvertes par des secrets professionnels".

Le Syndicat National des Journalistes (SNJ), première organisation de la profession, réaffirme son soutien à tout journaliste injustement attaqué dans l'exercice de sa profession.

Le SNJ propose à Médiapart de se porter à ses côtés dans le procès en diffamation qu'il entend mener contre ses détracteurs.

Paris, 8 juillet 2010